

* Ardeshir Mehrdad
et Yasmine Mather
**Les rapports de classe
de l'islam politique
avec le Capital
et avec les classes sociales**

[Cet article a été traduit et publié dans le n° 37, en novembre 2006, de la revue *Carré rouge*, aujourd'hui disparue (son site existe toujours). Originellement, la version anglaise, un peu plus longue que sa traduction française par *Carré rouge*, était parue dans le n° 36/35 de la revue *Critique* en juin 2005.]

Les trois dernières décennies ont vu une croissance incessante des mouvements islamiques. L'islam politique est devenu aujourd'hui une réalité incontournable sur la scène mondiale. Les événements du 11 septembre 2001 et ceux qui se sont déroulés depuis n'ont fait que renforcer son importance. Du Moyen-Orient à l'Afrique du Nord et au Sud asiatique, il est devenu, au travers de ses différentes manifestations, un protagoniste de tout premier plan, qui doit être analysé à la fois politiquement et théoriquement. La nature contradictoire de l'islam politique implique que ces analyses doivent s'en saisir non seulement par rapport aux intérêts du capital, mais aussi en relation avec le défi qu'il constitue pour les idées socialistes.

Dans de nombreux pays, les mouvements de l'islam politique brandissent leur drapeau en se déclarant «quêteurs de justice», et ils dirigent leur propagande vers les secteurs les plus pauvres et les plus déshérités de la société. Ils se présentent ainsi en rivaux des forces du socialisme et de la gauche. Si l'on veut formuler une stratégie pour relever ce défi, il est nécessaire de comprendre en profondeur l'arrière-plan et les raisons de ces développements. Le présent article entend avancer un certain nombre de thèses préliminaires, fondées sur une esquisse nécessairement limitée et générale des caractéristiques et des particularités des mouvements islamiques.

Dans le contexte des ravages occasionnés par les guerres d'Irak et d'Afghanistan, l'islam politique gagne des positions, et ceux qui l'appuient le peignent comme l'idéologie des pauvres et des dépossédés. Ils promettent une «vie meilleure» pour les «déshérités», «moins d'inégalités», et «la fin de la corruption» au travers des règles de la «charia» (l'État religieux, confessionnel). Cependant, en Iran, quelque vingt-six ans après avoir accédé au pouvoir avec des promesses du même acabit, le gouvernement islamique est devenu synonyme de cupidité et de corruption. Les clercs immensément riches et leurs familles, leurs proches ont pris la place de la «Cour royale corrompue» et de son entourage. Les pauvres sont sans cesse plus pauvres et les riches plus riches. (La fortune de l'Ayatollah Rafsanjani, le précédent président du régime islamique, qui pourrait bien redevenir son président, est classée comme la 43^e du monde par le magazine *Forbes*.)

QUELQUES TRAITS GÉNÉRAUX ESSENTIELS
UN PHÉNOMÈNE CONTEMPORAIN

Le «mouvement islamique révolutionnaire» est un phénomène contemporain. Quelle qu'ait pu être l'influence indirecte ou mineure des mouvements islamiques anciens sur lui, il est lié par un cordon ombilical à la forme de capitalisme mondial qui s'est développée pendant les trente dernières années. Les racines sociales des «mouvements politiques islamiques» résident, pour l'essentiel, dans le déracinement de ceux qui, pour un ensemble de raisons, ont été les victimes du chemin emprunté par le développement socio-économique ; et auxquels les nouvelles structures n'ont rien apporté d'autre

que la faillite et la ruine. Quelles que soient les variations de sa fabrication sociale dans différentes circonstances, le mouvement panislamique dans les pays plus ou moins développés de la périphérie (avec bien peu d'exceptions) a recruté dans quatre couches principales.

- La première est celle des déracinés et des défavorisés urbains. Ils appartiennent à cette masse de gens qui n'entretiennent pas de relation stable avec le système de production et de distribution capitaliste périphérique en expansion. Ce peuple présenté comme «sacré» a en commun son origine paysanne, le fait d'avoir trouvé «refuge» dans la poussière et la boue des environs des villes comme Le Caire, Alger et Téhéran. Ils sont dépourvus d'avenir, sans espoir, dégradés et sans identité ni droits. Dans les sociétés islamiques, les indigents urbains forment la couche la plus disposée à brandir la bannière des islamistes. Ils sont la base sociale principale du «mouvement politique islamique». Ils en constituent aussi la puissance explosive.

- La seconde est constituée par ces couches moyennes appartenant aux structures précapitalistes. Ces gens ont été ruinés ou marginalisés par l'expansion des structures capitalistes, et leur destin est de lutter de toutes leurs forces pour éviter tout simplement de sombrer dans une pauvreté pire encore. Ils sont importants par l'aide qu'ils apportent dans l'organisation des mouvements islamiques, et en soudant ensemble leurs soutiens socialement disparates.

- La troisième couche comprend des segments de la bourgeoisie marchande et industrielle qui ont été laissés à l'écart des cercles du pouvoir. Ils se trouvent plongés dans une compétition inégale avec une bourgeoisie privilégiée, du seul fait qu'elle est proche de l'État (ou qu'elle lui est liée), dont la logique a été d'orchestrer le développement à partir du haut. Dans les sociétés périphériques où l'État bourgeois, plutôt que d'être le produit du développement capitaliste, a imposé la croissance du capitalisme par en haut, et où la relation entre pouvoir et capital a été à ce point bouleversée qu'il est plus sûr de se fier au pouvoir pour gagner de l'argent que d'utiliser la richesse pour s'ouvrir les portes du pouvoir, ces couches de la bourgeoisie exclues du pouvoir peuvent être sûres d'être d'éternelles perdantes. Ce sort place les marchands et les manufacturiers dans le même camp que les misérables. Ces gens non seulement remplissent les coffres du mouvement islamique, mais ils peuvent également, pour une période donnée, aider à accroître l'attrait qu'exerce le panislamisme sur les plus pauvres, assoiffés de justice, en mettant en place la charité, les prêts sans intérêts ou autres schémas.

- La quatrième couche est celle des intellectuels dont le standing social a décliné, qui ont tout perdu, complètement ou jusqu'à un certain point, pendant que se formaient les nouvelles structures politiques et civiles. Ces intellectuels voient d'évanouir leur influence et leurs privilèges. Ils sont de plus en plus isolés. Qu'ils soient ou non en costumes religieux, qu'ils soient jeunes ou vieux, que leur retour soit objectivement ou non une réponse à un besoin structurel, ils utiliseront le mouvement religieux pour rétablir leur place dans la société. Ils fournissent les cadres dirigeants du mouvement, ceux qui bouclent le bagage idéologique et couvrent la stratégie politique pour le «mouvement islamique».

CONTRE LES LUMIERES

Le mouvement panislamiste, dans la rébellion que le capitalisme sans espoir a engendrée, repose sur le rejet des Lumières. Les idéologues de cette rébellion doivent devenir hostiles à tout avenir, tourner le dos à la réalité et chercher refuge dans des mythes. Cet obscurantisme, ironie de l'histoire, amène les pauvres déracinés sous le même abri que les riches d'aujourd'hui. C'est un Islam fondé sur la résurgence d'un ensemble extrêmement vaste d'histoires et de mythes ; des idées qui promettent la fin de la misère pour tous ceux qui ont été mis au rebut. Il insiste sur le fait qu'il n'y a pas de solution alternative à un mouvement qui échappe au sens commun et à toute forme de libre-pensée. Il traite en ennemi tous ceux qui préfèrent la pensée scientifique et qui remettent en question les prétendues «certitudes» (*tashkik*). Selon ce point de vue, toute tentative d'aller vers les Lumières, que ce soit aujourd'hui ou hier, relève d'un complot diabolique qui doit être combattu quel qu'en soit le prix.

CONTRE LES REGROUPEMENTS FONDÉS SUR LES CLASSES

Le mouvement panislamique est un chaudron dans lequel toutes les délimitations de classe doivent se fondre. Le mélange hétérogène (multi-classe) du camp islamique dicte une politique qui consiste à nier la guerre de classe, ou au minimum à la marginaliser et à la faire disparaître des préoccupations immédiates. Un bloc social de ce type, qui nie tout caractère de classe, fondé sur une

unité culturelle religieuse, n'a pas d'autre choix que de surmonter les antagonismes de classe en son sein entre ceux qui crient famine et ceux qui ont le ventre bien rempli. De loin en loin, «la guerre entre pauvreté et richesse» devient une arme entre les mains du mouvement pour intimider les compagnons de voyage marchands lorsqu'ils deviennent un peu trop remuants, ou pour les contraindre à relâcher un peu les cordons de la bourse. Mais en général, la charia reste fermement du côté de l'«unité» et ceux qui «rompent» cette unité (*monafegh*) sont encore pires que ceux qui ne «croient» pas (*moshrek*). Il manifeste une hostilité sans compromis vis-à-vis du communisme et de toute autre croyance politique qui définirait la société selon ses frontières de classe et qui percevrait les confrontations de classes comme inévitables.

PAS DE FRONTIÈRES NATIONALES

À chaque niveau du nouveau «mouvement islamique» se dressent ceux qui ne se considèrent pas seulement comme aliénés au sein de leurs frontières nationales, mais aussi de ceux qui ont (pensent-ils) découvert la source de leur destitution et de leur banqueroute au-delà de ces frontières. Dès l'origine, ces mouvements se sont donc tournés vers l'extérieur. L'ennemi étranger est donc considéré comme la cause première de tout ce qui est diabolique ; en créant les mécanismes de privation et de misère, cela garantit que tous les musulmans souffrent partout également d'injustice.

De la même manière, «l'islam politique» ne peut se confiner dans des frontières nationales. Aspirer à quelque chose qui serait moins qu'un pouvoir islamique mondial, fondé sur une volonté islamique mondiale, ce serait reconnaître une défaite complète. Telle est la logique qui préside au refus d'accorder la moindre légitimité à tous les systèmes civils et séculiers qui sont à la base des Etats-nations. C'est le contexte qui explique la contradiction intrinsèque qu'il y a, à la fois, à s'opposer à l'impérialisme et à «l'arrogance» mondiale, mais aussi au nationalisme. Le mouvement islamiste peut ici ou là apporter son soutien à des tendances revendiquant l'indépendance, ou même à des tendances isolationnistes. Mais il est significatif que, dans son rejet des nationalismes, il oppose la nation à l'Oumma (la communauté islamique).

ANTIDÉMOCRATIQUE

Le mouvement panislamique, quelle que soit la manière dont ses différents éléments interprètent «l'islam politique», s'oppose à la démocratie sous toutes ses formes. Les croyances du mouvement, le masquage des classes et la direction historique convergent pour rejeter la souveraineté populaire et le droit des peuples à décider de leur propre destinée par un vote majoritaire. Il est contraint de situer le droit à la souveraineté hors de portée des gens ordinaires, considérant que c'est son autorité globale qui doit résoudre les contradictions internes et externes du mouvement. La loi divine, où tous les droits appartiennent à dieu, c'est le seul monde dans lequel il n'y a pas de tensions ni de désaccords. Et seul le divin peut accorder tel ou tel droit sur terre à des gens choisis, que les islamistes en question portent ou non des vêtements ecclésiastiques.

Qui est investi de ce don divin ? C'est une affaire que doivent régler entre eux ceux qui ont été «choisis». Le droit du peuple à voter sur la base d'«une personne une voix» peut, au mieux, n'être accepté qu'une fois. Cela se pose lors de la décision initiale : pour ou contre la république islamique. Ensuite, la seule fonction politique du peuple est d'exprimer son allégeance (*beia'a*) aux élus (*nokhbegan*).

La démocratie est un mécanisme institutionnel permettant d'établir une base légale pour gouverner. L'islam, lui, ne reconnaît que des personnages particuliers : un gouverneur, un *vali* ou un calife. Il ne reconnaît pas des institutions gouvernementales. Pourtant, dans la pratique, il peut institutionnaliser le droit de prendre des décisions à une petite coterie de *nokhbegan* et d'autorités religieuses (*mujtahed*), c'est-à-dire ceux qui ont la capacité et le «savoir» permettant d'interpréter la loi divine dans chaque circonstance. La reconnaissance de ceux qui détiennent cette capacité est dans les mains de ceux qui ont prouvé leur «savoir» auparavant. C'est ainsi que la question du «qui décide ?» se mord la queue.

LA NÉGATION DES DROITS DU CITOYEN

Même si l'on oublie un instant la question du pouvoir politique et du gouvernement, le mouvement panislamiste ne peut accepter aucun droit pour ses citoyens. Et même si nous laissons de côté le fait que la charia islamique considère que les femmes sont la moitié des hommes (destin considéré comme

entièrement compatible avec la «justice»), les femmes feront à peine mieux dans l'utopie que le mouvement islamique défend. Le caractère sanctifié de la famille est fondamental pour la reconstruction de ce «paradis perdu», et les valeurs qui le cimentent exigent une définition sans ambiguïté de la femme : elle est d'abord une épouse, puis elle est une mère. En dehors du cadre islamique s'ouvre le monde de la corruption. Peu importe à quel point l'islam politique attaque verbalement les droits de l'Homme et le miracle de la féminité, il ne peut en tout cas pas reconnaître des valeurs qui dépassent les frontières dans ce monde-là. Parfois, telle ou telle religion peut être mieux traitée pour des objectifs politiques, de telle manière que ses fidèles se verront conférer un statut équivalent à celui des musulmans. Mais pour l'essentiel, les non musulmans sont des citoyens de seconde zone, ou pire encore. Ceux qui appartiennent aux religions proscrites, comme les Baha'i, sont condamnés à se repentir ou à mourir. Si aujourd'hui l'apartheid religieux est mis au rencart, demain, la conscience d'un Islam puissant et dominant ne marchera pas sans que les non musulmans trouvent leur position «juste». Si les non musulmans sont aujourd'hui exemptés du paiement de l'impôt religieux (*jezzieh*), ils verront bien vite que cela s'ajoutera à leurs dettes futures. En somme, la souveraineté du peuple est un concept étranger au mouvement panislamique, qui, de manière plus inquiétante, cherche activement à la détruire tout simplement.

JIHAD ET TERRORISME

Le panislamisme est un «jihad». Le déraciné qui décide qu'une «roue qui ne tourne pas dans le sens de ses besoins ne devrait jamais tourner», et qui ne voit pas de raison de dénoncer la misère d'aujourd'hui si cela ne mène pas à l'utopie de demain, peut n'avoir d'autre recours que l'épée. Aucun environnement ouvert et libre, aucun système démocratique ne peut garantir les objectifs qu'il se fixe. Même si le panislamisme peut, dans certaines circonstances, accéder au pouvoir par des moyens légaux, le terrain sur lequel il entre est une arène guerrière et c'est un devoir quotidien que d'appuyer sur la gâchette. Le recours au terrorisme sous toutes ses formes ; l'organisation semi-militaire de cette partie de la base sociale qui peut être mobilisée ; la création d'institutions militaires professionnelles ; les tentatives pour infiltrer et pour recruter dans les forces armées des pays islamiques : ce sont autant d'actions qui ne peuvent être arrêtées ni même différées dans le temps. Le Jihad est la route qui mènera le panislamisme à la Terre promise.

La crise économique endémique et l'affaiblissement régulier des gouvernements accroissent l'intervention du capital globalisé dans les affaires internes des pays islamiques. Ce processus a atteint un point où les ministres de l'Économie et des Finances de nombre de pays islamiques deviennent des opérateurs impuissants pour les centres où se prennent les décisions du capital globalisé. Ils contraignent la vie socio-économique de leurs pays à des restructurations majeures et fauteuses de crises. Ils président à des politiques qui provoquent un chômage massif et le désespoir des populations. Une inflation chronique vient périodiquement ravager de maigres réserves. Une crise du logement aiguë enflamme les batailles incessantes entre les gardiens des villes et les vagues incessantes de migrants. Et les mesures de santé inexistantes transforment les hôpitaux en morgues. Les exigences sauvages du FMI et les limitations de crédits imposées par la Banque mondiale contraignent les gouvernements de la périphérie à se retourner contre leurs propres peuples. Le peu qui reste des largesses de l'État, sous la forme de subsides, s'est asséché. Des millions en ont été déchus, laissés sans protection face à la misère, à la famine et à la maladie. Ce sont les gens qui ont porté sur leurs épaules les panislamismes égyptien, tunisien, marocain et algérien. Les savants de l'Islam feraient mieux de fouiller les archives du FMI et de ses réseaux financiers plutôt que de chercher les traces anciennes de l'islam politique : ils économiseraient l'argent de leurs institutions (officielles ou non officielles). Ils y trouveraient les directives qui éclairent la cause des plaintes de leurs peuples.

LA CRISE DE L'HÉGÉMONIE POLITIQUE

La crise du centre vers la périphérie du capitalisme est la condition première des désordres et des soulèvements des masses dans les sociétés islamiques. Mais la crise générale ne peut par elle-même diriger organiquement la révolte dans un sens particulier, que ce soit vers le panislamisme ou, qui sait, vers le progrès et le socialisme. Sans un certain ensemble de circonstances dans la sphère politique et idéologique, et dans l'arène du conflit de classe et des relations sociales, le panislamisme n'aurait pas été capable de se développer en mouvement de masse important. Une pleine compréhension

nécessiterait une discussion complète de la manière particulière dont se forment les structures politico-idéologiques dans les sociétés périphériques. Cela va au-delà du propos de notre article, mais il est tout de même utile de rappeler certaines choses.

Tout d'abord, bien que dans la majorité des sociétés dont nous parlons le mode de production capitaliste domine, la bourgeoisie ne s'y est pas pleinement développée comme classe hégémonique. L'immaturation de la bourgeoisie dans ces formations sociales est facile à voir dans sa personnalité politique et idéologique anémique. Pour cette raison, l'idéologie dominante, dont le premier prérequis est d'avoir obtenu le consentement volontaire des masses à l'ordre existant, ne contient au mieux que quelques éléments de pensée bourgeoise. Elle est faite d'un mélange de nationalisme, de dogme religieux, d'éléments d'idées petites-bourgeoises, de valeurs patriarcales et tribales, en même temps que de certains aspects de libéralisme. [...]

Mais à l'opposé, la classe ouvrière est sans force, non seulement du fait de sa jeunesse relative et de son immaturité politique, mais aussi parce qu'il lui manque une base idéologique efficace. Le «marxisme-léninisme» empaqueté dans les «académies des sciences» des pays du bloc «socialiste», conjugué à diverses théories de la voie «non capitaliste au socialisme», n'ont en rien aidé la classe ouvrière à s'unir. Bien au contraire. Ces théories ont rationalisé l'émiettement du mouvement politique et syndical en petits regroupements, et l'effondrement d'autres sections de travailleurs dans la passivité ou dans la reddition ouverte. Dans certains pays, les partis communistes ou ouvriers sont allés jusqu'à se liquider eux-mêmes et à s'intégrer aux partis dirigeants (en Égypte, par exemple). Dans d'autres, il y a eu un processus inexorable de distanciation entre la masse des travailleurs et les organisations politiques fondées sur eux. Pour compléter le tableau, il y a eu une répression policière systématique. Tout cela réuni explique pourquoi, à une époque où les conditions pour le développement d'un pôle de classe opposé à la bourgeoisie étaient à leur zénith, la classe des travailleurs est restée plus faible et sans recours que jamais. Cet équilibre catastrophique entre les deux pôles de classe principaux dans la société a moins entraîné une paralysie politique que créé un vide, à la fois de la représentation politique et de la légitimité. Dans des situations de ce type, la voix qui vient des minarets devient de plus en plus audible. Un amalgame bariolé de couches sociales est attiré par l'invitation au jihad, puisant apparemment son idéologie dans de vieux contes et légendes, mais surgissant en vérité des ruines, du chaos et du gâchis actuels.

LES FACTEURS QUI ONT FACILITÉ LA PERCÉE

- Pour commencer, il y a la présence d'un «establishment» religieux officiel avec un réseau de mosquées et d'écoles ; une abondance de cadres payés ; des racines fortes, dans une certaine mesure indépendantes de l'État ; la capacité à être en contact direct quotidien avec le peuple ; et enfin certaines immunités légales et politiques, et nombre de privilèges sociaux et légaux. Quel que soit le contrôle exercé sur cet establishment religieux, il demeure l'arsenal idéologique principal et l'arrière-plan politique durable du panislamisme.

- En second lieu, il faut mesurer le rôle de l'attitude des responsables politiques vis-à-vis de la religion. Dans la plupart des pays islamiques, en dépit de la séparation progressive de l'État et des structures religieuses, et des hauts et des bas dans leurs relations, une certaine forme d'alliance effective a toujours été maintenue. Son premier objectif a été de combattre la gauche et le mouvement ouvrier. Dans les moments où les mouvements ouvriers et démocratiques ont tendu à se rejoindre, menaçant les systèmes despotiques et autoritaires, l'appareil religieux a joint ses forces à l'armée et à la police pour mener la répression. En retour, de temps en temps, l'État a agi pour élargir le réseau des écoles religieuses et des mosquées ; pour faciliter l'établissement d'entreprises et d'environnements favorables à des sociétés islamiques ; et pour promouvoir l'influence politique de l'establishment religieux par le biais d'organisations culturelles, cultuelles et charitables. Dans les conditions d'un État avec parti unique, il y a eu finalement tolérance vis-à-vis de l'activité (pratiquement comparable à celle d'un parti) des fractions religieuses dans le parti dominant et dans le gouvernement. Sans analyse sérieuse du rôle de l'État dans les sociétés islamiques, et sans prendre en compte les relations entre religion et État, il est impossible de comprendre comment les sociétés islamiques sont restées sans défense face à l'obscurantisme religieux grandissant et aux mouvements politiques réactionnaires.

- Le troisième facteur a été la politique impérialiste pendant la Guerre Froide. Pendant cette

période, l'une des armes les plus importantes des puissances impérialistes contre les mouvements de libération (et les mouvements pour la liberté et le socialisme) dans les pays islamiques a été la religion. L'impérialisme a utilisé l'arme religieuse (au travers de groupes, de partis ou d'hommes d'influence) pour provoquer des scissions dans le mouvement ouvrier, saboter les mouvements progressistes et nationalistes, et même déstabiliser les gouvernements anti-impérialistes ou ceux qui étaient les alliés de l'Union soviétique. On peut en dresser une liste incomplète.

Premièrement, l'aide donnée aux Frères musulmans contre le régime de Nasser et contre le parti Ba'ath en Syrie. Ensuite, le soutien au Amal islamique au Liban comme contrepoids à l'OLP et aux leaders et partis progressistes dans ce pays. Troisièmement, le renforcement de la Fadaiyan-e Islam, et de mollahs comme l'Ayatollah Kashani, en opposition au gouvernement du Dr Mossadegh et au parti Tudeh (communiste) en Iran. Quatrièmement, le massacre d'un demi-million de communistes en Indonésie. Cinquièmement, la mobilisation de partis et d'organisations semi-militaires en Afghanistan et la fourniture d'un soutien matériel illimité à leurs efforts pour renverser le gouvernement marxiste. [...]

Le soutien a pu prendre diverses formes, qui ont joué un rôle important dans la Guerre Froide et accru l'influence religieuse de l'Islam dans les sociétés musulmanes. Nous en apprécions aujourd'hui les graves conséquences.

- Le quatrième point est l'effet des crises politiques régionales sur le développement d'ensemble du mouvement panislamiste. L'impasse des relations arabo-israéliennes en général, incluant les questions de la Palestine ; l'occupation de territoires libanais, syriens et jordaniens ; et la persistance d'une mobilisation militaire et de confrontations militaires sporadiques a aidé le mouvement panislamique. Rien ne nuit davantage à la mise en place d'un nationalisme arabe laïque que l'humiliation des gouvernements arabes par Israël. [...]

- Cinquième facteur, la révolution iranienne de 1979. L'arrivée au pouvoir du premier gouvernement islamique, plaçant le panislamisme au centre de son programme politique et idéologique, a joué un rôle fondamental dans la propagation de l'«islam politique». Le gouvernement iranien n'aurait en aucun cas pu se contenter, même momentanément, d'une influence seulement indirecte sur les mouvements islamistes. Dès le début, il a fait tout ce qu'il a pu pour les influencer directement et s'assurer de leur direction. Tous les mouvements islamiques ont été soutenus financièrement, d'un point de vue logistique, mais aussi par le biais d'un entraînement militaire. Plusieurs groupes et organisations ont été remaniés. Là où cela a été nécessaire, le régime iranien a fait appel à des factions radicales au sein des organisations islamiques pour provoquer des ruptures. Il s'est engagé lui-même dans une organisation extensive de cellules terroristes ou de type jihadiste, et s'est engagé dans une bataille pour donner forme à une internationale islamique. Enfin, il a mené une guerre longue de huit années avec l'Irak, qui avant tout consistait à «exporter la révolution» par des moyens militaires. La République islamique d'Iran n'est plus seule aujourd'hui à «exporter le mouvement panislamique». D'autres États, comme l'Arabie Saoudite et le Pakistan, font activement des offres pour s'emparer du leadership du mouvement islamiste, pour en influencer l'orientation et pour répandre des illusions religieuses et des superstitions.

- Sixièmement, nous devons nous intéresser aux effets de l'effondrement de l'Union soviétique et, tout spécialement, de l'annonce du «nouvel ordre mondial» de Bush, dont les effets après-coup, au moins dans un avenir prévisible, nourrissent le radicalisme aveugle et «l'anti-impérialisme» militant, les islamistes préférant le terme «*estekbar*» (que l'on peut traduire par «arrogance») au mot «impérialisme». [...]

En détruisant les crèches et les hôpitaux en Irak, les avions étasuniens et alliés ont enrôlé de nouveaux millions d'opprimés derrière les Omar Abdel Rahman et les Ali Belhaj de ce monde. Les porte-parole du monde impérialiste peuvent clamer leur innocence lorsqu'ils dénoncent les dangers du «fondamentalisme islamique» et mettent en garde contre le «fanatisme» qui menace la sécurité et la stabilité de la civilisation mondiale. Ils savent mieux que quiconque que le système capitaliste global a lui-même créé les conditions du fondamentalisme et du fanatisme islamiques. [...]

IMPACT DE L'ISLAM RADICAL SUR LA SOCIÉTÉ

De l'économie à la politique, de la science à la culture, partout où passe le panislamisme, il laisse

une traînée de conflits, de contradictions et de crises. Il a pour effet de mettre à mal le potentiel d'action de classe pour la démocratie et pour le progrès culturel, à un moment où les sociétés sont de plus en plus polarisées et ceux d'en bas de plus en plus spoliés, au moment où elles doivent faire face à de graves problèmes psycho-sociaux. Ses effets désastreux sur la vie sociale varient en étendue et en profondeur à différents stades de son développement, et peuvent même parfois paraître contradictoires avec ses propres intérêts, mais on retrouve toujours un motif reconnaissable dans son développement.

L'ISLAM POLITIQUE DANS L'OPPOSITION

L'islam politique divise la société civile à tous les niveaux, tout en laissant intactes les structures de l'État. Chaque catégorie d'organisation de classe, d'institution, de parti politique, de syndicat ou d'association subit la division, selon des lignes de confrontation de type religieux. Les syndicats ouvriers et paysans islamiques, ainsi que leurs associations se dressent face à leurs équivalents non islamiques. Rien n'échappe à cette division, pas même les organisations bourgeoises. Fracturées en catégories islamique et non islamique, les gens se jettent des regards haineux de part et d'autre d'une division idéologique qui entraîne des transformations majeures dans les regroupements de classe. Des blocs nouveaux, qui, fondamentalement, ne sont pas des blocs de classe, se forment. Les syndicats, là où ils existent se rangent aux côtés du capital, «islamique» ou «laïque», sous le parapluie de l'«Islam» ou de la «laïcité». Parallèlement, une forme embryonnaire de bonapartisme émerge, préparant une forme alternative d'État. Toute potentialité d'action de classe progressive est systématiquement rognée.

DANS L'OPPOSITION, ÉROSION DE LA DÉMOCRATIE

Toutes les structures et les institutions démocratiques sont elles aussi divisées. On voit la création d'associations musulmanes de médecins, d'ingénieurs, de juristes, d'enseignants, d'étudiants ou de femmes, distinctes des regroupements non islamiques. Les médecins musulmans ne peuvent plus défendre les besoins de leur profession aux côtés des médecins non musulmans. Pire : leur mission de combattre l'athéisme et le blasphème prend le pas sur toute autre mission. [...]

Le mouvement panislamique dresse une partie de la société contre l'autre. La division apparaît même dans certaines industries dans les pays appartenant au cœur du capitalisme. L'effet inévitable et tragique est de créer des alliances artificielles partout dans la société, sur la base du sexe, de la religion ou de l'ethnie. La femme est dressée contre la femme, le professeur contre le professeur, le travailleur contre le travailleur. Lorsque des femmes musulmanes s'organisent séparément des autres femmes, non seulement elles affaiblissent le mouvement des femmes dans leur combat pour des droits démocratiques, mais elles mettent en péril la capacité de ce mouvement à conserver des acquis antérieurs. Nous assistons à ce spectacle tragique de femmes qui perdent volontairement leurs droits en consentant à leur propre esclavage. Tout cela constitue un défi au mouvement démocratique, et c'est le défi le plus important qui lui est lancé. Au fur et à mesure que ce potentiel s'érode, un espace est créé, où les graines d'un futur despotisme religieux sont plantées. De manière paradoxale, plus les masses occupent la scène, plus grand est le pouvoir des dirigeants. Il y a vraiment une relation inversée entre représentation et mobilisation des masses. La direction de ces mouvements se nourrit de l'activité des masses. Ses pouvoirs deviennent de plus en plus concentrés et insaisissables en relation directe avec leur capacité à porter les masses sur la scène politique. Le rôle joué par les masses, dans ces circonstances, ne traduit pas le fait qu'elles exercent leur volonté politique, mais plutôt qu'elles en sont dépouillées. Là où les masses sont réduites à l'Oumma (à la famille des croyants) de l'imam ; là où, dans la forme idéale, elles sont les disciples des autorités religieuses (*marja'a*), plus elles font sentir leur présence dans l'arène politique, plus grande est l'autorité des leaders, des imams et du clergé. S'évanouit le rôle de l'individu avec ses droits démocratiques dans une société, et avec lui l'État. La base démocratique de la société est affaiblie. Les racines d'un futur despotisme religieux sont plantées et les fondations d'une structure politique ultracentralisée et centrée sur un leader sont creusées.

DANS L'OPPOSITION, LA DÉGÉNÉRESCENCE CULTURELLE

Dans une société qui donne naissance à un mouvement islamique radical, ce sont les éléments constitutifs de la culture qui en pâtissent en premier. La sphère culturelle se désintègre en de nombreux noyaux toujours plus petits, en conflit les uns avec les autres, que rien n'unit plus que la

croissance en l'absolu. Ce processus calamiteux ferme effectivement la route à tout progrès culturel. La pensée scientifique, les sciences expérimentales, la philosophie aussi bien que les valeurs qui en émanent sont isolées par des structures culturelles absolutistes. La quête de l'absolu, le combat pour annexer le savoir à un monopole idéologique intégré et dominant, devient l'éthique sociale dominante. On assiste de même à un retour vers le paternalisme le plus extrême, vers la superstition et le machisme, approfondissant les racines des idées qui créeront au bout du compte, puis garantiront, les structures ultra-conservatrices, absolutistes et despotiques de l'État islamique [...].

Le potentiel intellectuel de la société est progressivement réduit. La pensée, dans toutes ses manifestations, est asservie à la croyance et à l'éthique islamique. Les questionnements sceptiques, si essentiels à la pensée scientifique et philosophique, sont rejetés comme des armes diaboliques. Que ces pressions sur la pensée indépendante se combinent aux attaques quotidiennes contre le modernisme et tout ce qui est nouveau, et les éléments d'une vie intellectuelle rigide et stérile sont en place. À la place, nous avons une situation qui engendre la servitude intellectuelle, la démagogie et l'obscurantisme ; et dans laquelle le despotisme religieux peut se développer.

DANS L'OPPOSITION, LES MUTATIONS DE LA PSYCHOLOGIE SOCIALE

De manière plus insidieuse encore, le potentiel psychologique de la société est empoisonné, et avec des effets désastreux. Un mélange corrosif d'absolutisme et de culte du pouvoir, juxtaposé au fait de placer la croyance monopolisée au centre du système de valeurs sociales d'une société polarisée mène à un culte de la violence. Le processus idéologique engourdit les sens, créant un penchant à accepter une mentalité militariste, policière. Cela peut s'exprimer dans l'exhortation à la violence du jihad (la guerre sainte) ; ou sous la forme de la *amre be ma'aruf* (le devoir de punir ceux qui n'observent pas les lois islamiques) ; sous la forme du culte des martyrs et du «sang» (en témoigne la fontaine crachant du sang dans le «cimetière des martyrs» de Téhéran) ; mais aussi les mutilations que l'on s'inflige lors des commémorations des saints et des martyrs. Tout cela, et bien d'autres choses, crée une atmosphère dans laquelle les actes de violence et le fait de verser le sang deviennent des normes sociales. [...]

Une culture a été créée, fondée sur la haine d'êtres humains «autres». La méfiance, la peur, la tension imprègnent chaque cellule de la société. Main dans la main avec cela se répand la culture de l'espionnage et des plongées indiscretes dans la vie d'autrui, à la maison, au travail, à l'école et au collège. Une partie de la société consacre une partie considérable de son temps et de son énergie à rapporter les «mauvaises actions» de l'autre. La corruption des relations familiales, humaines, professionnelles et autres ne peut être sous-estimée. Il est assez ironique qu'une religion qui s'acharne à faire de la famille le pilier de la société déchire la famille en permettant à l'un de ses membres d'interférer, quand ce n'est pas d'espionner l'autre partie. Une culture se bâtit ainsi sur la déloyauté, sur la trahison. D'autres effets négatifs s'y ajoutent. La religion accroît le pouvoir du mâle, du *khan* et du mollah ; elle pousse à une acceptation sans question de la sagesse reçue ; elle encourage un populisme brut ; elle promeut la réduction de concepts difficiles à des absurdités simplistes ; et elle prépare un terrain fertile pour l'apparition d'une religiosité et d'une croyance dans le surnaturel. À terme, cela donne la méfiance sociale et crée les bases d'institutions à venir à la fois militaro-policières et idéologiquement répressives.

L'ISLAM POLITIQUE AU POUVOIR : LA SPHERE POLITIQUE

Lorsque le panislamisme conquiert le pouvoir et crée un État dans lequel la religion prend les rênes, son effet sur la société en devient infiniment plus important encore et a des effets à long terme. Certains de ces effets survivront sans aucun doute après que les régimes islamiques seront retournés à l'oubli dont ils ont surgi. Comme nous l'avons vu, les racines de ce qui devient l'État islamique sont plantées bien avant que l'islam politique n'arrive au pouvoir. Des changements majeurs sont déjà venus polariser la société, ses ordonnancements politiques, sa vie culturelle et intellectuelle, sa psychologie sociale et son système d'éthique sociale. Les valeurs idéologiques et politiques qui ont obstinément survécu pendant des siècles sont maintenant remises en service. Ce que nous voyons est, en effet, une tendance irrésistible à l'abolition de tout ce que représente l'État moderne, à mesure que son indicateur majeur, sa superstructure séculière (la séparation de la politique et de l'idéologie, en particulier de l'idéologie religieuse) est mis à mal. La loi de la charia remplace la loi laïque. Un

système juridique fondé sur le vote parlementaire, la rationalité et les besoins humains contemporains est remplacé par des besoins présentés comme sacrés et éternels. Un processus est lancé pour transformer les structures générales du pouvoir politique, donnant aux institutions idéologiques des positions clés dans l'exercice de ce pouvoir. De mécanisme pouvant contrôler les tensions socio-économiques d'un pays, l'État se mue en cause de ces tensions et de ces crises sociales. La contradiction entre un État religieux-idéologique et sa base laïque, matérielle, rationnelle, crée une situation de crise permanente. Un despotisme religieux s'établit, dans lequel le pouvoir islamique dominant crée un nouveau système légal, où le droit de gouverner à chaque niveau (législatif et judiciaire) est dévolu au divin, exercé seulement au nom de dieu par certaines parties du clergé. L'égalité formelle des citoyens face à la loi, chère à l'État moderne, est abolie. Elle est remplacée par un système légal où le «gouvernement des ayatollahs dirigeants» se tient, et comme une autorité, au-dessus des masses.

L'ISLAM POLITIQUE AU POUVOIR :
UNE STRUCTURE ÉTATIQUE
SANS CESSER PLUS IMPORTANTE
ET PLUS INTERVENTIONNISTE

On peut en examiner trois aspects principaux.

- Ce qui se passe en fait, c'est que la société civile est plus ou moins abolie. Une partie est absorbée par l'État, tandis que le reste disparaît. Sous-tendant ce processus, il y a le déni de l'indépendance de l'espace privé par rapport à la sphère publique. Le gouvernement islamique ne reconnaît aucune limite. Aucun aspect de la vie n'est considéré comme privé et comme échappant au contrôle de la loi divine, ou à celui des représentants de dieu. Cette conception totalisante sous-tend le besoin de mettre à mort le concept même de société civile. Le secteur reconstitué acceptant l'idéologie dominante est incorporé organiquement à l'État. Les secteurs qui persistent dans leur existence séculière sont annulés. Des civils sont mobilisés dans des bandes facilement mobilisées pour attaquer des librairies ou des groupes dissidents, la «mobilisation des dépossédés» (*basij mostaz'afin*) pouvant inclure des millions d'individus. Des sociétés islamiques sont créées et des Shuras (des comités) islamiques de travailleurs, par exemple, d'artisans, de commerçants se créent autour des mosquées, les Hosseiniehs, les institutions de la Prière du Vendredi, etc. Tout cela permet à l'État islamique de lancer ses tentacules dans chaque foyer. Peu d'associations professionnelles, de groupes culturels ou politiques y échappent. [...]

À terme, même les institutions qui sont dans une certaine mesure indépendantes des partis, comme les syndicats, sont abolies, ou au moins transformées en appendices de l'appareil de police ou de sécurité, ou de l'encadrement du bureau ou de l'entreprise. Les vestiges de la société civile, en somme, sont soit militarisés soit embrigadés religieusement comme auxiliaires de l'État dans son travail de contrôle policier ou idéologique. Ce processus conduit à un gonflement de la bureaucratie de l'État ; à une réduction de la productivité ; à un obstructionnisme ; à la multiplication des centres de pouvoir et des institutions parallèles ; et à la corruption, la subornation et le népotisme. La bureaucratie croît numériquement, mais son pouvoir, paradoxalement, s'érode. Plus le pouvoir de l'État est grand, plus l'État devient «privé». Non seulement l'État moderne est aboli, mais l'État qui le remplace devient le représentant, non des intérêts généraux du capital, mais plutôt des intérêts particuliers de capitaux spécifiques.

- Le second phénomène est le processus de dépolitisation des masses qui se fait derrière son apparente politisation. Le panislamisme au pouvoir maintient l'ensemble de la société dans un état de mobilisation permanente. Une partie de la société impose un contrôle d'État, l'autre partie s'y opposant par tous les moyens possibles. La société est divisée en deux camps opposés : le religieux et le séculier. Mais paradoxalement, cette politisation permanente a tendance à créer son opposé, dans ce sens que l'épuisement devient de la dépolitisation. Une fois que la dépolitisation se répand sur les deux camps de la société, avec une formation de classe et une base politique atomisées, l'espoir à terme de changements et de progrès vers la démocratie est sérieusement affaibli. L'avenir de ces sociétés est vraiment sombre.

- Le troisième point concerne l'inégalité des citoyens devant la loi. L'égalité des citoyens forme la

base légale de l'État moderne. Cela aussi est nié dans les sociétés islamiques où l'interférence de l'idéologie crée plusieurs strates légales dans la société. Il y a par exemple des lois sur l'héritage différentes pour les femmes et pour les hommes ; pour les musulmans et pour les non musulmans. L'Islam radical crée des citoyens égaux lorsqu'il s'agit d'obéir aux lois, pas quand il s'agit de les changer. L'homme ne peut rejeter des lois qui ont été ordonnées par dieu (et telles qu'elles ont été interprétées par les religieux).

L'ISLAM POLITIQUE AU POUVOIR : L'ÉCONOMIE

Peut-être plus que dans tous les autres domaines, l'arrivée au pouvoir d'un mouvement panislamiste porte les sociétés qu'il gouverne à entrer en conflit avec leurs propres infrastructures matérielles. Si le rôle principal de l'État devrait être partout, y compris dans les pays islamiques, de garantir «les conditions externes de production», l'État islamique nourrit une crise économique multidimensionnelle et permanente. En particulier, l'État islamique idéologique ne peut pas utiliser pleinement les différents leviers grâce auxquels, dans le cadre du capitalisme, la plupart des États régulent l'économie : le droit, la monnaie et la force. L'idéologie affaiblit d'abord l'utilisation du droit, l'un des instruments interventionnistes les plus puissants dans les mains de l'État. Les éléments rationnels et objectifs du droit sont obscurcis par des considérations idéologiques et politiques. [...]

L'idéologie limite et obstrue également le jeu des lois du capitalisme, y compris sa loi fondamentale, celle de la valeur. L'égalité d'un bien dans l'échange est éclipsée par son inégalité dans le domaine idéologique : la loi de la valeur est contrainte ou rendue conditionnelle. Un certain libéralisme va de pair avec cette limitation. La propriété est valide aussi longtemps qu'un impôt religieux est payé, et qu'elle a été obtenue par des moyens «légitimes» (*mashrou'*). Un élément idéologique entre ainsi à la fois dans la propriété et dans l'échange de propriétés. Un bien utilisé à des fins non islamiques (par exemple, pour distiller) ou pour lequel un impôt religieux n'a pas été acquitté est illégitime et ne peut être échangé. Le commerce est lui aussi affecté par l'idéologie (certains biens de consommation, comme l'alcool, la littérature ou les films «immoraux», des vidéos, certains articles vestimentaires, etc. ne peuvent être vendus ni achetés). La monnaie est un levier vital pour l'intervention de l'État dans l'économie.

Pour cela, elle doit être soumise aux besoins de la production et de la circulation. L'État religieux, au contraire, utilise la monnaie pour répondre à ses besoins politiques et idéologiques. Le volume de monnaie en circulation est autorisé à croître à un taux incontrôlé, selon des considérations purement politiques. La masse monétaire n'est plus un élément de stabilisation dans l'économie, mais devient une source d'anarchie. De très importantes quantités de monnaie s'accumulent dans les mains de très peu de particuliers, face auxquels l'État se trouve confronté, viciant son contrôle et déterminant même ses actions. Comme dans le cas de la loi, la monnaie est utilisée pour compenser les contradictions entre l'État idéologique et sa base matérielle économique. Ce faisant, il déstabilise l'économie au lieu de la stabiliser.

En ce qui concerne l'usage de la force, son utilisation comme outil purement répressif est plus évidente dans la sphère économique que dans tout autre. La force n'est pas déployée comme elle l'est dans un État capitaliste «normal» pour supprimer les conflits et les contradictions entre les divers secteurs de l'économie, ou pour colmater les fissures de manière que les conditions de la reproduction du capital soient optimisées. Elle est utilisée au contraire pour étouffer les conflits et les contradictions entre l'économie comme un tout et le pouvoir politique dirigeant.

L'usage de la force, qu'elle soit matérielle ou idéologique, c'est-à-dire qu'elle prenne la forme de l'expropriation, de la suspension légale, des contraventions, des emprisonnements, etc., ou de la dénonciation, du haut de la chaire, d'une activité comme diabolique et non islamique, a une conséquence : elle crée une forte insécurité dans le domaine de l'économie. Il en résulte la création d'un réseau complexe de structures non économiques, entrelacées à une structure de capital parasitaire qui n'a pas de comptes à rendre. Un périmètre défensif puissant est alors construit autour de cette alliance, la protégeant à la fois contre la coercition idéologique-matérielle de l'État et contre le jeu du marché. Cette puissante structure de type mafieux a, à l'une de ses extrémités, le «bazar» et les mosquées et, à l'autre, les forces armées et les tribunaux religieux. Tel est le sort inévitable des sociétés qui ont la malchance de vivre sous un régime panislamique. [...]

Le capital, tant domestique qu'étranger, y est peu motivé pour investir dans des projets sur le long terme. L'investissement domestique est découragé par la chute du taux d'accumulation capitaliste. L'un des facteurs qui aboutissent à cela est le développement d'un État interventionniste, totalitaire et très dépensier. Un lourd fardeau pèse sur le produit intérieur brut et sur les activités sources de valeur ajoutée, qui gêne les possibilités d'accumulation capitaliste en rapport avec les besoins de développement. L'impact sur le secteur de l'État est décisif et désastreux. L'impact sur le secteur privé est moindre, mais il demeure considérable, le poussant pour l'essentiel à éviter l'investissement dans les industries productives. Il est touché par l'insécurité, omniprésente. À l'inverse et en partie en conséquence, le capital est attiré vers des transactions ayant un retour rapide sur investissement, qui peuvent inclure les domaines les moins opaques. Le secteur privé, poussé à la fois par la recherche la plus efficace de profits et par des considérations non économiques, tend à éviter les investissements productifs, en faveur d'un jeu sur le marché des actions, sur la thésaurisation ou la spéculation, achetant et vendant, dans l'immobilier et les transactions foncières, etc. Des secteurs de l'économie qui, du fait de leur faible rentabilité ou d'un développement limité, dépendent des investissements de l'État et le paient cher. Des inégalités croissantes et des déséquilibres sont provoqués par une économie qui souffre déjà du développement irrégulier d'une économie capitaliste périphérique. Les investissements étrangers sont encore moins susceptibles que les investissements nationaux d'y remédier [...].

La productivité de la main-d'œuvre, dans le cadre du capitalisme, est inextricablement liée aux niveaux de qualification, à l'éducation, à la recherche, etc. Un environnement laïque, scientifique et expérimental encourage son développement qui, en retour, sert à renouveler cet environnement. Mais le gouvernement islamique écrase cela par le biais de la pression qu'il fait peser sur la vie séculier (y compris les écoles, les universités, les centres scientifiques et de recherche). Le régime oppose science et croyance (*maktab*). Il interfère sans cesse avec la vie séculière, et il force même nombre de ceux qui ont déjà une qualification à fuir le pays ou à abandonner toute activité économique productive. L'État islamique, non seulement ne parvient pas à recréer une force de travail qualitativement avancée, mais il déqualifie la force de travail existante, entravant la capacité de l'économie à se développer. Ce contexte n'attire pas non plus des travailleurs étrangers d'un calibre suffisant, qui doivent de plus s'adapter aux limitations des échanges étrangers. Dans l'Islam, réglementer le travail au travers d'un code du travail n'est pas une fonction de l'État. Le cadre légal habituellement conçu pour procurer une force de travail qui ne soit pas indûment épuisée est donc absent. [...]

Dans les pays où un code du travail a été édicté, comme en Iran en 1992, il l'a été sous la très forte pression des travailleurs, et après de grandes tergiversations. La science et la technologie sont des ingrédients essentiels du développement économique, mais, dans l'Islam radical, cela aussi succombe au contrôle idéologique, en particulier à l'université et au niveau de l'enseignement technique. Le retour à un amalgame entre religion et État empêche l'épanouissement de la science. Le potentiel de développement technologique domestique est au mieux confiné à des secteurs très sélectionnés. La technologie étrangère est elle aussi largement inaccessible pour des raisons de politique ou de commerce extérieur. En outre, l'absence d'une technique domestique assise sur des compétences locales limite les bénéfices potentiels de la technologie importée. Le résultat est qu'une autre clé du développement économique est déniée à la société [...].

Au total, l'islamisme au pouvoir crée les conditions pour que les sociétés islamiques se noient dans un océan de misère et d'indigence.

L'ISLAM POLITIQUE AU POUVOIR : LA CULTURE, LA PSYCHOLOGIE SOCIALE ET L'ATOMISATION SOCIALE

Dans la sphère de la psychologie sociale, les éléments de l'islamisme radical qui, avant de conquérir le pouvoir, ont déjà commencé à transformer le système des valeurs, les structures intellectuelles et les dimensions culturelles de la société, vont s'épanouir. Les deux camps culturellement opposés se définissent chacun comme la négation de l'autre. [...]

Celui qui n'est pas un croyant fervent dans l'Islam radical est un païen et un diabolique. À l'inverse, tout musulman est un assassin, un oppresseur, un comploteur, etc. Tandis qu'un camp voit

dans la moindre mèche de cheveux montrée par une femme une preuve de prostitution, l'autre dénonce toute tentative de définir une morale dans la vie privée et sexuelle comme un acte de fanatisme et comme une manifestation réactionnaire. En pratique, tout cela prend la forme d'un étrange tourbillon de fausse prétention à la religiosité, d'hypocrisie institutionnalisée, de nihilisme et d'immoralité, chacun tirant de son côté. Une autre manifestation de cette transformation culturelle tragique est la manière dont elle finit par acquérir une fonction policière. La culture de l'Islam radical, en devenant la culture officielle, est intégrée dans les structures politiques de l'État. La culture non islamiste franchit les bornes de l'interdit et devient «anti-culture», «ennemi culturel», «danger culturel» et «corruption culturelle». Elle est reléguée sans plus de cérémonie dans le domaine de l'interdit. [...]

Plus la culture officielle prend forme rapidement, plus elle est dotée d'outils répressifs. Plus grande est l'absorption des structures idéologiques dans l'État, plus grand est son contrôle sur la vie culturelle. Plus l'éducation fait partie de la religion dominante, plus rapidement les journaux d'information deviennent des écoles d'endoctrinement, manquant totalement de pluralisme. Bref, la vie séculière finit par passer de plus en plus sous contrôle idéologique et subit une pression croissante. L'inverse est également vrai. L'opposition sociale, les réactions de mécontentement, la critique prennent la forme d'«attaques culturelles» et de «confrontation culturelle». La culture est alors entièrement politisée.

L'ISLAM POLITIQUE AU POUVOIR : L'OPPOSITION ATOMISÉE

En l'absence d'une opposition politique dotée de quelque influence, la protestation populaire est explosive (c'est généralement la forme qu'elle prend), ou alors se manifeste sous une forme culturelle individualisée et atomisée. Il se développe une guerre à la fois ouverte et souterraine à propos des problèmes de la vie quotidienne. Il y a des conflits majeurs dans lesquels, utilisant des armes primitives, les opposants à la culture dominante raillent chacune de ses manifestations, les codes vestimentaires, les festivals nationaux «païens» qui provoquent des bagarres de rue, le dualisme de la vie et de la morale privées et publiques. Grattez la surface de la société islamique radicale et vous serez aussitôt le témoin de son antithèse suintant de chacun de ses aspects. [...]

L'histoire tourne en dérision ces imams qui sont l'expression même du pouvoir absolu et qui sont forcés à mener des batailles humiliantes incessantes avec une «jeunesse» rebelle. Les mollahs qui dirigent tout sont contraints d'admettre que l'assaut culturel mené par l'«ennemi» (lisez : le jeune qui n'a rien connu d'autre que le régime islamique) est le plus grand danger que la «révolution islamique» et eux-mêmes aient eu à affronter.

Mais il y a dans tout cela aussi un signal d'alarme pour les forces progressistes. L'immense recul de la lutte sociale, qui après avoir été consciente et organisée sur des lignes politiques, s'est transformée en une bataille atomisée, individuelle, sans revendication claire de classe et sans réelle conscience politique, épuise le potentiel culturel des sociétés islamiques et les vide de toute énergie politique. La triste réalité est que, même lorsque les gouvernements religieux islamiques sont renversés, l'avenir est sombre. Quel système socio-politique progressiste et stable peut prendre racine dans une société enfoncée dans le développement inégal, une société polarisée et dépolitisée, où le discours public est populiste et démagogique ? L'indifférence sociale et morale, le négativisme et le nihilisme, l'hypocrisie et les prétentions à la religiosité, tout cela domine. Le paternalisme tient la barre et la relation dominante dans la société ne distingue que deux positions : celui qui suit et celui qui est suivi, le disciple et le *mujtahid* (l'autorité religieuse). Ces sociétés ont sombré dans une mentalité de lumpen, de deviens-riche-à-tout-prix, glorifiant à la fois le fric et la violence, agressive vis-à-vis des puissants et en même temps maniant flagornerie et opportunisme. [...]

LE MALAISE DE LA GAUCHE

FACE À L'ISLAMISME

Enfant de notre époque, et produit des effets ravageurs du capitalisme avancé sur les sociétés islamiques de la périphérie, l'Islam radical confronte la gauche à son défi le plus difficile : comment répondre à un mouvement réactionnaire, arriéré, surgissant du désespoir, un mouvement qui détruit les classes, le potentiel culturel et même psycho-social, laissant la société désarmée et mal équipée pour affronter de manière utile sa propre ruine. La réponse donnée concrètement par la gauche n'a pas

jusqu'ici été très probante. À la fois dans la région et au niveau global, elle est paralysée par un phénomène qui contrarie toutes ses habitudes de deux manières au moins. Voici un mouvement qui prétend avoir un passé mythique, mais qui est en fait apparu récemment ; un mouvement qui promet à des millions de gens de les emmener vers un futur fondé sur un passé mythifié. Un mouvement né dans un présent caractérisé par une polarisation croissante de la richesse et de la misère, du développement et de l'arriération, qui condamne des millions d'hommes et de femmes à se contenter des ordures ramassées dans l'arrière-cour du capitalisme avancé.

D'un côté, le mouvement rassemble les plus opprimés de la société, ceux qui protestent pour obtenir leur juste part ; de l'autre, il écrase précisément les structures et les formations sociales qui détiennent le potentiel de promouvoir des changements progressistes.

D'un côté, ce mouvement épouse des slogans anti-impérialistes, et de l'autre, il détruit la classe qui peut effectivement organiser le renversement de la domination impérialiste. Il sauve le mode de production capitaliste des attaques de ceux qui veulent en abattre les remparts, mais dans le même temps, il perturbe l'accumulation capitaliste et provoque la colère du capital globalisé. Il mobilise des masses immenses sur des slogans pour l'«égalité de l'Oumma (de la communauté) islamique» et pour en finir avec la faim, et pourtant sa politique mène la société vers un développement toujours plus inégal, vers la pauvreté et la polarisation sociale. Il en appelle à l'«indépendance», et il sacrifie toutes les libertés politiques. Il en appelle à la «liberté», et il réduit à l'esclavage la moitié de l'humanité, les femmes, sans compter les minorités et tous ceux qui pensent différemment. [...]

Il y a toujours eu deux réactions fondamentales à l'Islam radical : la première a été une politique d'alliance politique, la seconde a été une confrontation, avec l'objectif d'aboutir à sa destruction. Avec la fin de la Guerre Froide, la première réponse s'est estompée. Mais à son apogée, la gauche et la droite obéissaient l'une et l'autre à la doctrine sacrée du «tous unis contre l'ennemi commun». L'Islam radical était à la fois anticapitaliste et anti-communiste, de telle manière qu'il n'a jamais été en peine de trouver des alliés potentiels, que ce soit dans le bloc soviétique avec son «anti-impérialisme» aveugle ; ou du côté des pays impérialistes, avec son anticomunisme virulent. À gauche, on a connu plusieurs attitudes vis-à-vis d'une éventuelle alliance. Ceux qui croyaient dans «la voie non capitaliste au socialisme» par exemple, l'ont considéré comme stratégique et inconditionnelle ; pour les autres, elle était tactique et dépendait à long terme de l'hégémonie prolétarienne au sein de la révolution. Nous avons vu plus haut les mêmes calculs faits par la droite : l'instrumentalisation (directement ou au travers d'États clients) pour fortifier un Islam anti-communiste comme partie composante de sa politique pour contenir le mouvement ouvrier. L'approche de la gauche et de la droite a été identique : tu identifies ton ennemi, l'impérialisme pour les uns, le communisme pour les autres, et tu t'allies avec celui qui le combat. Pour la gauche, il est important de reconnaître, même avec retard, que cette méthode n'a jamais eu beaucoup de rapports avec le marxisme. Il ne s'agissait de rien d'autre que d'un sous-produit des bricolages tordus à la mode stalinienne, vulgarisés en se référant au mouvement paysan révolutionnaire en Chine.

UNE FOIS LA GUERRE FROIDE TERMINÉE

Lorsque la fin de la Guerre froide a fait disparaître l'un des deux blocs, la droite comme la gauche se sont tournées vers la politique de confrontation. En gros, deux tendances principales peuvent être distinguées dans la manière dont le bloc survivant (le bloc capitaliste) et ses alliés ont affronté l'Islam radical. La première tendance préconise de le liquider idéologiquement ; la seconde fait se succéder les pressions et les menaces et des signes d'apaisements et une aide, avec l'objectif de le contraindre à s'engager sur la voie de la «réforme».

C'est cette dernière qui prédomine dans l'ensemble, avec d'innombrables variantes combinant différentes doses d'accommodement et de répression. La modernisation et la formation de l'État moderne dans les pays comme la Turquie d'Ataturk, l'Iran de Reza Shah, la Tunisie de Bourguiba et la Syrie de l'après Seconde Guerre mondiale, met avant tout en jeu un processus où les institutions sociales et les valeurs doivent être laïcisées ; où le rationalisme remplace le hadith (les actions et les paroles du Prophète et des imams) et où des lois susceptibles d'évoluer remplacent la loi divine, par définition immuable (la charia).

Ceux qui souhaitent réformer l'Islam radical prétendent que le panislamisme est un mouvement

culturel, et une réaction à la formation de l'État moderne. Ces États auraient bouleversé les structures sociales trop rapidement, provoquant une réaction aveugle et brutale. Comme les gens qu'il a heurtés n'étaient pas intégrés dans l'État moderne, leur réaction politique contre l'État a pris une forme religieuse. Ceux qui raisonnent ainsi rappellent aux adeptes de la politique de la manière forte que la croyance ne peut être éliminée par la répression. La bonne attitude consiste par conséquent à ralentir le rythme du changement et à introduire un certain nombre de lois en faveur de la religion, tout en conservant le cadre d'ensemble de l'État moderne. Le stratagème consiste à changer le bloc dirigeant de façon à élargir la base sociale du régime. On recherche une alliance avec une partie des religieux. La stabilité politique qui en résulte est censée affaiblir l'attractivité de l'Islam radical et le marginaliser dans le jeu politique. Il faut cependant absolument maintenir les nouveaux alliés islamiques loin des positions clés de pouvoir (l'armée, l'appareil de sécurité, etc.).

Les exemples où des politiques de ce type ont été mises en œuvre nous sont donnés par la Jordanie, le Yémen, le Pakistan et auparavant par l'Égypte. Une variante de cette politique est proposée pour les pays où aucune perspective de coalition gouvernementale n'existe, pas plus que l'espoir d'aboutir à un État laïque viable. Elle consiste à abandonner la recherche de la modernisation et à abandonner aux mains de l'Islam réformiste la tâche de réconcilier l'infrastructure économique capitaliste avec des aspects de la culture religieuse. L'objectif est de stabiliser la structure politique de la société, tout en évitant les dangers d'une modernisation complète et franche. À la différence de la première, qui tient pour acquis que la rigidité de la charia ne peut être conciliée avec les besoins d'un État moderne, cette seconde attitude considère que religion et capitalisme peuvent être conciliés.

Le débat entre ces deux approches est toujours ouvert. Mais elles ont un noyau commun. Elles comptent sur le réformisme islamique pour garantir les intérêts de l'Occident, dans le premier cas, en tant qu'allié subordonné aux laïques, dans le second par lui-même. La tâche consistant à rendre les structures politiques et économiques du capitalisme compatibles avec la culture autochtone est confiée à l'Islam réformiste dans les deux cas, étant entendu qu'un certain degré de pression extérieure doit être exercé pour amener la pensée religieuse à rechercher une adaptation à la laïcité et à prendre le chemin de la transformation.

MAUVAISES ANALYSES, POLITIQUES FUNESTES

Ces politiques ont toutes les chances d'échouer parce qu'elles ne prennent pas en compte la cause fondamentale de l'Islam radical. Le mouvement n'est pas une réaction contre l'État moderne. Il est le produit des effets de l'État moderne sur les pays de la périphérie dans le cadre de leur insertion tardive dans un capitalisme globalisé. Les réformateurs qui voient dans le mouvement panislamique un phénomène culturel, une réaction à la formation de l'État moderne et à la destruction trop rapide des structures traditionnelles, se situent sur un terrain glissant. Ils confondent les causes et les effets, et ne peuvent expliquer pourquoi cette «réaction» survient dans les années 1980 dans quelques-uns des pays où l'État moderne a été établi quelque cinquante ans plus tôt. Ils ne parviennent pas non plus à comprendre l'essor tumultueux actuel de l'Islam radical, alors qu'il y a trente ans seulement, le nassérisme a pu l'écraser facilement. Pour nous, l'Islam radical est une réaction aux effets d'une forme particulière de modernisation, et non à la modernisation en elle-même. La différence n'est pas mince et influence profondément les stratégies nécessaires pour surmonter l'obstacle de l'islam politique. L'idée selon laquelle son essor est simplement une réaction sociale à la sécularisation ignore le fait que pratiquement toutes ces sociétés sont des formations multiculturelles, dans lesquelles le capitalisme existe de manière précaire aux côtés de structures précapitalistes et même tribales. Des fragments assez considérables de la société ne sont absolument pas contre la modernité. Les théories reposant sur l'idée que les pays islamiques sont tout bonnement arriérés ignorent leur réalité culturelle complexe. En outre, les exemples de l'échec de la politique de conciliation (ou d'accompagnement) abondent. L'apaisement n'a pas diminué le spectre de l'islam radical au Pakistan. L'Arabie Saoudite a nourri et aidé à créer le Hamas et le FIS pour contrer le radicalisme, pour finir par constater que tous deux sont devenus des menaces radicales contre leurs créateurs et soutiens. La stratégie de l'apaisement est condamnée en pratique, tout comme on peut prouver qu'en théorie elle est erronée.

LES POSITIONS DANS LA GAUCHE IRANIENNE

Pour certains secteurs de la gauche iranienne, fidèles à un économisme totalement formaliste et profondément enraciné, et à un étatisme primaire, tout gouvernement qui développait la propriété d'État à l'intérieur, et qui prenait place à côté du prétendu «bloc socialiste» à l'extérieur était un allié naturel du prolétariat mondial, quel que soit le degré de démocratie qu'il permettait, ou les rapports de production qu'il instaurait. Les nationalisations ont même été érigées en critère de la transformation «socialiste».

Un autre point de vue, dont la mode est plus récente, rejette à juste titre un tel économisme étatique, mais pour le remplacer par un autre point de vue univoque, cette fois fondé sur une interprétation culturelle. La culture et l'idéologie sont considérées comme les principaux éléments constitutifs de l'Islam radical, et sont également la voie de son renversement. Une interprétation de ce type fouille minutieusement le passé pour retrouver dans la culture nationale des éléments religieux non orthodoxes. Le mysticisme islamique semble être un bon candidat, mais certains mouvements pré-islamiques, comme les Manichéens et les Mazdakistes, seraient également intéressants. Des éléments égalitaires et humanistes dans le mysticisme sont mis en avant pour contrer la religion officielle et organisée, et pour lui proposer une solution alternative. À l'inverse, il y a ceux qui déclarent qu'il n'y a rien dans la culture nationale sur lequel on puisse bâtir quoi que ce soit [...].

Dans les deux cas, il s'agit de mouvements intellectuels qui considèrent que la culture est centrale, et qui se fixent pour tâche d'en créer une nouvelle. La seconde tendance se réclame de Heidegger, mais ne lui est pas particulièrement fidèle, puisqu'elle propose de construire une nouvelle culture à partir de zéro, en rejetant toute la culture existante. Cette attitude sépare complètement les intellectuels de la société. Malgré leur prétention à formuler une solution de gauche radicale, ils font écho à la proclamation libérale selon laquelle il n'est pas possible d'atteindre la démocratie, ou d'aller vers le socialisme, dans des sociétés de la périphérie du monde capitaliste, en particulier dans des pays où existe une tradition fondée sur la religion.

LES POSITIONS DANS LA GAUCHE INTERNATIONALE

Il est intéressant de constater que les positions adoptées par la gauche en dehors de l'Iran ont la même tonalité générale. Un certain nombre d'incorrigibles continuent de répéter le point de vue économiciste selon lequel «l'ennemi de mon ennemi est mon ami». [...]

D'autres adoptent une attitude pragmatique, considérant leur alliance avec le panislamisme comme tactique et temporaire. Ils estiment qu'il est important de s'unir contre l'impérialisme dans la conjoncture actuelle, et de gérer les désaccords à venir lorsqu'ils se présenteront. La plupart de ceux qui ont adopté cette politique de l'autruche ne sont malheureusement plus de ce monde aujourd'hui pour apprécier la folie de leurs positions. Ceux qui (en particulier dans le mouvement palestinien) pensent qu'ils pratiquent la même stratégie avec davantage de réussite (et de manière moins fatale pour eux-mêmes) devraient se souvenir que l'ennemi par excellence de l'Islam radical (qui est lui-même une coalition très fragile d'intérêts de classe antagonistes) est toute position politique qui regarde le monde à partir de sa division en classes sociales.

Le troisième point de vue est encore plus pernicieux. Il épouse des théories terriblement racistes en adoptant un vocabulaire apparemment libertaire. Laissons chaque peuple suivre ses propres normes culturelles, dit-il. Mais en rejetant les Droits universels de l'Homme, ce point de vue est, au mieux, une forme vulgaire de populisme et, au pire, tout simplement raciste. Il relègue de larges parties de l'humanité à une exclusion permanente des droits dont jouissent les autres [...].

L'Islam radical est un produit de la profonde crise économique, politique et idéologique contemporaine. [...] Il est donc futile d'imaginer qu'un projet qui n'offre pas une solution fondamentale à la crise politique et économique puisse venir à bout d'un mouvement aussi aveugle et destructeur. Il est également clair que toute solution politique doit être accompagnée d'une renaissance culturelle compatible avec des sentiments, une pensée et un intellect humains. Cela exige rien moins pour la gauche qu'un «grand nettoyage de printemps» idéologique à grande échelle. Les trois plans principaux sur lesquels la gauche doit affronter le mouvement panislamique sont : premièrement, la formulation d'un programme économique indépendant et radical ; deuxièmement le développement d'une plate-forme politique cohérente ; et troisièmement, une révision complète de son propre système de croyances et de ses idées en matière d'organisation. [...]

ESQUISSE D'UNE ALTERNATIVE ÉCONOMIQUE RADICALE AU NÉO-LIBÉRALISME

Là où le capitalisme avancé polarise le monde entre extrême abondance et extrême pauvreté, polarisation qui transcende aujourd'hui les frontières géographiques, on ne peut parler d'un programme économique indépendant qui ne lance pas un défi au néo-libéralisme à tous les niveaux. [...] C'est sur ce terrain que la gauche doit se distinguer des libéraux qui cherchent aussi à s'attirer les faveurs de l'Islam radical. Dans le Sud, cela signifie un certain nombre de choses.

D'abord, des secteurs clés de l'économie doivent être sous contrôle public, ce qui n'est pas nécessairement la même chose que d'être nationalisés. Cela doit être promu comme la forme qui convient le mieux, celle dans laquelle la force de travail peut être directement impliquée dans la production et y constituer un apport majeur dans la formulation des décisions. En deuxième lieu, les producteurs doivent contrôler les moyens de production, non seulement en termes légaux (sous la forme par exemple d'un article dans la Constitution) mais dans la politique réelle et en termes pratiques.

En troisième lieu, un juste équilibre doit être trouvé entre la planification centralisée (sans laquelle il serait impossible de surmonter les inégalités) et le contrôle décentralisé exercé par les travailleurs.

Quatrièmement, le système de sécurité sociale doit améliorer la qualité de la vie, chose qui ne peut être atteinte sans que la population laborieuse contrôle les dépenses d'État, en particulier tout ce qui concerne l'aide sociale, les subventions et les salaires. Ces politiques, et d'autres du même type, sont essentielles pour la gauche si elle veut s'unir et mobiliser sa base sociale principale, les opprimés. Ce n'est qu'avec un programme radical s'attaquant aux racines de la dépossession des masses, s'affrontant aux contradictions entre centre et périphérie, et cherchant à surmonter le développement inégal, que la gauche peut attirer ses alliés naturels de classe et les éloigner de l'obscurantisme islamique.

LE TRAVAIL IDÉOLOGIQUE QUI ATTEND LA GAUCHE : ALLIANCES ET HÉRITAGE CULTUREL

Comme on l'a vu plus haut, le mouvement islamique remplit un vide créé par la faiblesse idéologique des deux classes sociales principales, la bourgeoisie locale et la jeune classe ouvrière. Mais nous devons aussi constater que la gauche, telle qu'elle existe dans ces pays aujourd'hui, est singulièrement mal équipée pour mener à bien la mise en œuvre du programme brossé à grands traits ci dessus. [...]

Deux aspects de ce problème doivent de manière urgente être repris, le premier concernant les alliances, le second l'héritage culturel de la gauche. Il est temps que la gauche en revienne à une analyse du développement historique fondée sur des critères de classe, trop souvent ignorés dans un passé récent. Elle doit conditionner toutes ses alliances avec des forces politiques et des organisations aux intérêts de classe véritables de la classe ouvrière qu'elle prétend représenter. Elle s'est trop longtemps livrée aux contorsions les plus incroyables pour justifier son soutien et son alliance avec toute une série de groupes peu recommandables. Un anti-impérialisme grossier, dépourvu d'analyse de classe, nourri de loin en loin des théories complètement discréditées des «voies non capitalistes au socialisme» ont cherché à les justifier. Le soutien apporté à la République islamique (un régime qui a systématiquement et brutalement détruit toutes les organisations et structures ouvrières et démocratiques qui ont émergé d'une révolution anticapitaliste) a pris, à certains endroits, la forme d'un pragmatisme pur et simple, ou même celle de l'opportunisme ; ailleurs, il s'est agi d'un véritable anti-impérialisme qui se fourvoie. [...]

La gauche d'aujourd'hui et de demain est confrontée à des mouvements, qui souvent surgissent «d'en bas», alimentés par le désespoir et contenant un curieux mélange d'éléments progressistes et réactionnaires. Pour mener à bien un cours de solidarité et d'alliance dans ces marécages, il faut une vision claire de l'avenir de la gauche, fondée sur une claire compréhension de la place des intérêts de la classe ouvrière. L'expérience de la révolution iranienne, et d'autres révolutions majeures du vingtième siècle, montre clairement que toutes les alliances et solidarités doivent être subordonnées à un seul critère : cette politique sert-elle les véritables intérêts de la classe ouvrière ? Sans une réappréciation méthodique de son héritage culturel et intellectuel, la gauche demeurera marginale dans les combats à venir. Le vide idéologique sera rempli par différentes propositions alternatives

bourgeoises : ici, libérale, là totalitaire et fasciste. La gauche, des deux côtés de la ligne de partage Nord/Sud, a un long chemin à parcourir. Sinon, les ravages culturels et humains du capitalisme avancé continueront de s'ajouter aux ravages, différents mais tout aussi épouvantables provoqués par des utopies fallacieuses, nées dans les abîmes du désespoir des «damnés de la terre».